

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 1

Artikel: La lutte contre le terrorisme international
Autor: Meylan, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346209>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La lutte contre le terrorisme international

Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis ont révélé une nouvelle figure de la cruauté meurtrière. On a séquestré des innocents pour les projeter contre d'autres innocents, avec l'intention de provoquer le maximum de victimes. Cette effroyable journée, qui marquera l'histoire, ne cesse de nourrir débats et inquiétudes. Les interrogations fusent. A-t-on atteint le sommet de l'horreur? Sommes-nous au début d'une nouvelle escalade?

■ Cap François Meylan

L'ennemi terroriste, que nous avons tendance à «snober», agit avec une à deux longueurs d'avance sur nos forces. Il est déjà installé chez nous. Pas question de tendre l'autre joue ou de tomber dans le piège d'une guerre des civilisations. La riposte, mûrie par une profonde remise en question, doit avant tout être globale. Aucune cause ne peut justifier les atrocités du 11 septembre, mais nous avons tous intérêt à lutter contre les injustices et les déséquilibres que nous avons tolérés jusqu'à ce jour. «Les Occidentaux, a rappelé Chandrika Kumaratunga, présidente du Sri Lanka, ont un double langage. Quand des pays comme le Sri Lanka luttent contre les terroristes, les pays développés se préoccupent uniquement des droits de l'homme en faveur des organisations terroristes.»

Cet article étant écrit à la mi-novembre 2001, on ne peut pas encore juger de l'efficacité ni de la justesse de la riposte militaire des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Il serait faux d'établir une quelconque comparaison avec l'opération «TEMPÊTE DU DÉSERT», lors de la guerre du Golfe,

tant les paramètres diffèrent. Il n'empêche que, dix ans après, les résultats humanitaires et géopolitiques sont peu convaincants.

Le terrorisme est le fruit d'une politique. C'est avant tout un grand cri de désespoir. L'acte terroriste est souvent le symptôme d'un mal profond: l'injustice. Il est l'expression la plus extrême de ce désespoir d'une partie de l'humanité laissée pour compte et à qui est dé-

niée l'accès aux valeurs mêmes que l'Occident entend promouvoir: justice, dignité, équité et qualité de vie.

Néanmoins, le terroriste reste un criminel, quelles que soient ses motivations. Souvent, les instigateurs (ceux qui tirent les ficelles) sont en quête personnelle de pouvoir. Pour ce faire, ils utilisent une idéologie, une revendication de libération, une religion. Dans tous les cas, ils abusent du désespoir, de l'igno-

Les causes des attentats

«Si nous ne voyons qu'un acte de folie dans ces attentats, nous n'aurons reçu qu'une partie du message. (...) Il s'agit maintenant pour nous de cesser le tout humanitaire et de repenser en priorité le développement. (...) Quand, dans la nature, il y a un grand déséquilibre, il y a toujours un moment où la nature rétablit l'équilibre d'une façon ou d'une autre. Je pense qu'il en est de même pour la nature humaine. (...) Cet acte n'est pas une attaque contre le système de valeurs de l'Occident. Il doit être envisagé dans la perspective, non pas de la globalisation en tant que telle, mais de ses dérives. (...) Il faut que cet événement ne fasse pas que nous choquer, mais qu'il nous provoque. Qu'il nous aide à sortir de notre lâcheté, lâcheté en toute innocence. Ben Laden est devenu symbole. Symbole de ce terrorisme que nous exécutons, mais aussi miroir de nos contradictions, de nos faiblesses.»

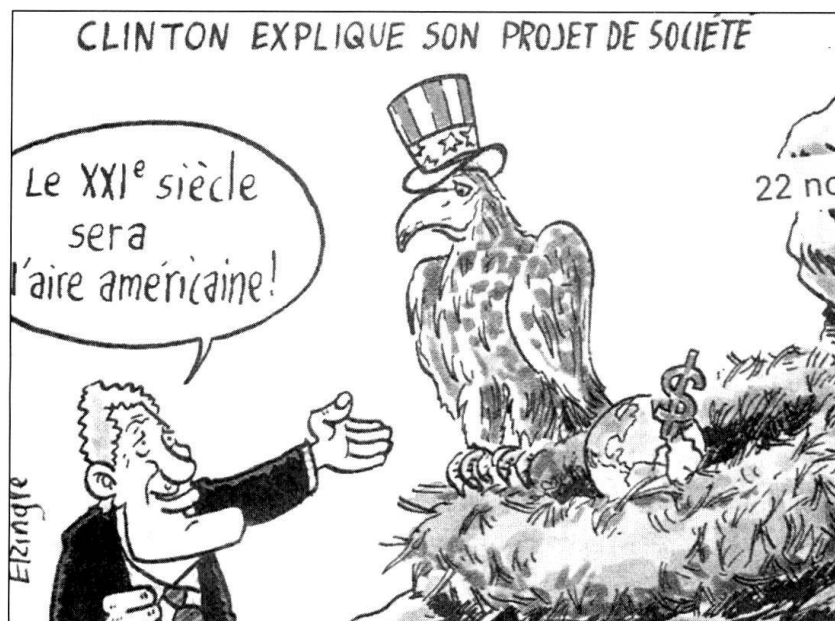
Jean Freymond, directeur du Centre d'études pratiques de la négociation internationale
Coopération, 19 septembre 2001

rance, du peu de moralité de gens qui leur font confiance et qui les servent. Il faut convenir que le terrorisme a aussi été utilisé par des Etats ou par des multinationales pour faire taire, par exemple les syndicalistes en Amérique latine, ou pour assurer la mainmise sur des matières premières en Afrique.

Depuis quelques années, les Etats-Unis ont lancé une «croisade» contre le terrorisme international et cherchent à y impliquer leurs alliés. «Vous êtes avec nous ou contre nous!» De quel terrorisme parle-t-on? Veut-on une justice plus efficace et un monde avec moins de violence en diminuant le fossé qui sépare nantis et miséreux? Est-on prêt à lutter contre le terrorisme dans sa globalité? Est-on disposé à empêcher que des tueurs, appuyés en haut lieu, ou des services secrets terrorisent des populations sud-américaines en toute impunité?

Les Etats-Unis ont joué aux apprentis sorciers en Afghanistan

Les Etats-Unis ont lancé des opérations secrètes pour aider les rebelles anticomunistes, bien avant l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en décembre 1979. Il fallait affaiblir la position de l'Union soviétique, et la CIA soutenait des groupes extrémistes, entre autres le «favori» des Pakistanais en Afghanistan, Gulbudin Hekmatyar. Des missiles sol-air *Stinger* ont été distribués, non pas au commandant Massoud ou à des chefs modérés, mais à des islamistes. Oussama Ben Laden, qui s'instal-



L'Express, 22 novembre 1999.

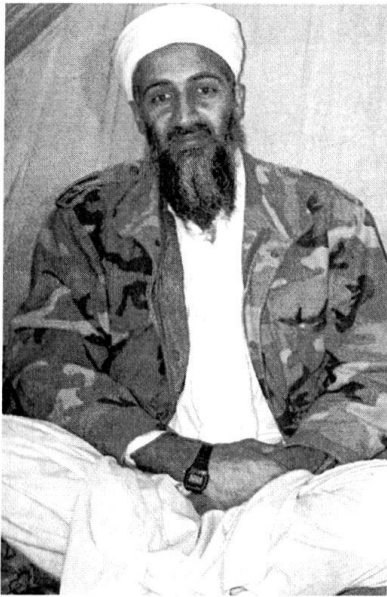
lait à Pashawar dans le milieu des années 1980, bénéficiait, lui aussi, des largesses américaines, financées par les Saoudiens et distribuées par les Pakistanais.

Madeleine Allbright, déclare même que ce changement constitue un progrès pour l'Afghanistan!

En 1995, Hekmatyar perd la guerre d'Afghanistan, non sans avoir détruit la moitié de la ville de Kaboul. Les Américains ne bronchent pas, lorsque les Pakistanais lancent dans la bagarre de nouveaux extrémistes: les talibans. A l'époque, Washington rêve d'un gazoduc qui amènerait, à la barbe de l'Iran et de la Russie, le gaz du Turkménistan jusqu'aux ports pakistanais via l'Afghanistan. L'Amérique a donc besoin d'un pouvoir fort à Kaboul. Ce calcul va se révéler catastrophique. Dès 1996, Oussama Ben Laden s'installe en Afghanistan et commande des attentats. Lors de l'arrivée des talibans à Kaboul en 1996, la secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de l'administration Clinton,

Afghans (le-Afghani)

Surnom donné aux mercenaires musulmans arabes qui ont combattu aux côtés de la résistance afghane contre les troupes soviétiques et dans la lutte de pouvoir qui a suivi. De retour dans leur pays, beaucoup se sont lancés dans les mouvements fondamentalistes, en Algérie et ailleurs. Des camps d'entraînement existent, entre autres, en Afghanistan, au Soudan et au Yémen. On y rencontre des Saoudiens, des Yéménites, des Algériens, des Egyptiens, des Tunisiens, des Irakiens et des Libyens.



Oussama Ben Laden.

Maintenant, si Georges W. Bush rate sa cible, s'il s'installe dans une guerre d'usure et que les Etats-Unis n'arrivent pas à prendre de dessus, il va faire de Ben Laden un mythe, un symbole pour tous les musulmans frustrés. Quant à ce dernier, il est difficile de deviner sa stratégie. Certains affirment qu'il a cherché à déclencher des frappes sur l'Afghanistan pour renforcer son aura ou pour remplacer son allié, le mollah Omar...

Ne pas confondre islam et islamisme!

Le *Coran* reconnaît toutes les religions dites «du Livre», christianisme et judaïsme compris. Bien que la sourate V, verset 32 précise que «celui qui a tué un homme, qui lui-même n'a pas tué, ou qui n'a pas commis de violence sur terre,

est considéré comme s'il avait tué tous les hommes», il y a régulièrement des «nouveaux prophètes» qui appellent au *ji-had*: Saddam Hussein, les Frères musulmans en Egypte, le GIA en Algérie, Abu Sayyaf en Indonésie et aux Philippines. Cependant, il n'y a pas d'islam unifié, et «la guerre sainte» est un fantasme d'individus comme Ben Laden.

Le texte fondateur ne donne pas une définition unique et précise du *ji-had*. De nombreux islamologues distinguent toutefois le grand et le petit *ji-had*. Le premier implique le principe général de la guerre contre l'ignorance, le but final étant d'acquérir le savoir, la maîtrise de la connaissance religieuse. Le second appelle les croyants «à protéger l'espace acquis à la loi coranique». Concrètement, en cas de menace extérieure, tous les musulmans doivent se mobiliser, comme ils l'ont fait lors des croisades ou lors des colonisations des terres d'islam. Le mouvement Al-Qaïda («La base») de Ben Laden, depuis la province de Kandahar

bastion des talibans en Afghanistan, dénonce la présence militaire américaine sur la terre du Prophète.

Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, seule l'idéologie nationaliste a pris le dessus dans un monde musulman divisé en plusieurs espaces concurrentiels. Dans chacun d'entre eux existe une minorité d'extrémistes. La «nébuleuse islamiste» comprend différents extrémistes qui prétendent conquérir le pouvoir au nom de l'islam.

Une grande majorité des musulmans ignore le contenu du *Coran*, par ailleurs très complexe. Le taux d'analphabétisme, qui oscille entre 60 et 90% dans les pays musulmans, ne facilite pas la lutte contre une ignorance qui a favorisé la rupture avec la modernité. Une solution, à long terme, serait de tourner le dos aux dictatures ou aux obscurantistes pour redonner la parole aux désespérés et soutenir les «sociétés civiles», les politiques et les organisations non gouvernementales

«Israël a fait venir des millions de juifs de 102 pays, parlant 82 langues. Il va encore en faire venir 1 million et, s'il le faut, nous gardons l'épée à la main (...). Jérusalem n'est pas négociable. Elle est la capitale du peuple juif depuis le roi David, depuis exactement 3004 ans. Jérusalem est le coeur du peuple juif, elle ne peut rester qu'une, avec en son centre le mont du Temple (...). Je recommanderai aux Palestiniens de ne pas proclamer unilatéralement leur Etat. Ce serait une erreur (...). Je suis décidé à imposer des restrictions sur la souveraineté du futur Etat palestinien. Il doit être démilitarisé et nous devons y contrôler l'espace aérien.»

Ariel Sharon, premier ministre israélien
Le Figaro, 21 avril 2001

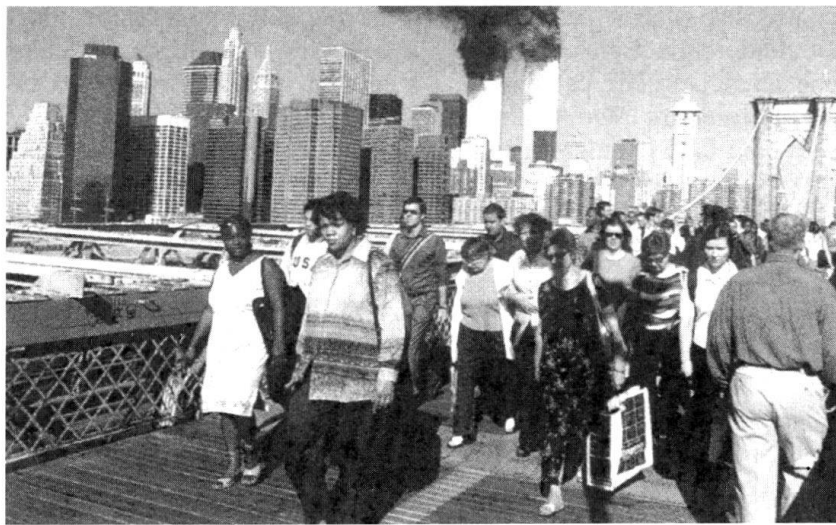
qui militent pour les droits de l'homme et l'éducation. Soutenir ce qui est porteur de démocratie!

La problématique du Proche-Orient

Il est utopique d'imaginer une paix durable, tant que le problème palestinien n'aura pas été résolu. Il est à la fois crucial, complexe et irrationnel! Il y a la question des millions de réfugiés, qui date de 1948, celle de l'implantation de colonies juives en terres arabes depuis 1967. Ben Laden n'est peut-être pas plus préoccupé par la cause palestinienne que la moyenne des Arabes, toutefois il l'utilise comme alibi. Sur ce dossier, la communauté internationale endosse une grande part de responsabilité. Nous nous sommes habitués, à tort, à vivre avec le conflit israélo-palestinien!

Jean-Christophe Ruffin, dans *L'Empire et les nouveaux barbares*, rappelle que «les Arabes et les musulmans supportent mal l'acharnement des Etats-Unis contre l'Irak; surtout, ils ne pardonnent pas aux Américains d'avoir oublié les promesses faites aux Palestiniens. Depuis dix ans, la Palestine n'a toujours pas d'Etat et la colonisation israélienne a doublé de surface. Au Proche-Orient, les Américains ne se sont préoccupés que de la sécurité d'Israël et du pétrole. Ils ne comprennent pas les Arabes, ils les méprisent.»

Selon Olivier Roy, chercheur au CNRS, «les Musulmans les



Une heure après les attentats, les deux tours jumelles disparaissaient du paysage de Manhattan. (Photo: l'Hebdo Magazine)

plus raisonnables n'ont aucune sympathie pour Ben Laden, mais les Etats-Unis, à leurs yeux, c'est Israël contre les Palestiniens et c'est la famine du peuple irakien. Et, là, sans qu'ils puissent dire un mot sur ces deux situations qui les préoccupent sérieusement, on leur demande d'endosser une troisième croisade américaine. Leur réaction est par conséquent: qu'ils se débrouillent sans nous! Cela les concerne. Finalement, ils récoltent ce qu'ils ont semé.»

Le financement du terrorisme

L'Arabie saoudite est à la fois alliée et ennemie de l'Occident. Elle achète la «bienveillance» des peuples musulmans envers l'alliance qu'elle a conclue avec l'Amérique en finançant les mouvements radicaux, Ben Laden en particulier...

Mais il ne faut pas oublier la Grande-Bretagne! En plus d'assurer une terre d'accueil à des réfugiés politiques extrémistes islamistes, qui n'hésitent pas à prêcher l'assassinat au nom de la guerre sainte, la Grande-Bretagne a une législation financière assurant une «excellente» protection au crime organisé. Pressé par les autorités judiciaires américaines, Londres vient toutefois de promettre d'avoir un œil sur quelques individus par trop militants. Le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux, qui comprend 26 gouvernements, a récemment critiqué l'incroyable laxisme du Royaume-Uni.

La City, première place financière du monde après celle de New York, récolte les bénéfices produits par ses paradis fiscaux comme les îles de Jersey, Guernesey et Man. Les autorités britanniques peinent à coopérer en matière de lutte contre le blanchiment d'argent. Les Etats-Unis, eux aussi, se sont toujours opposés à la lutte

contre les places permissives en matière de transactions financières, peut-être parce qu'ils les ont toujours largement utilisées pour faire circuler les fonds secrets de leurs services spéciaux qui conduisent leurs «opérations noires» (trafic d'armes avec des Etats «voyous», coups d'Etat, guerres secrètes, recherches de renseignement y compris au sein d'Etats amis, etc.).

Pas étonnant qu'une nébuleuse criminelle comme celle d'Al-Qaïda utilise les mêmes circuits! Le réseau d'Oussama Ben Laden, qui semble très sophistiqué, est actif dans 55 pays, dont la Suisse et des dizaines d'organisations terroristes lui sont affiliées.

La guerre de l'information

Traumatisés par la guerre du Vietnam, pendant laquelle les médias, totalement libres et terriblement critiques, avaient joué

un rôle déterminant dans la défaite, les militaires américains se sont jurés de contrôler l'information. Plus de journalistes témoins, plus de reporters trop curieux, mais des médias sous haute surveillance et réduits, malgré eux, au rôle de service de presse du Pentagone! D'où le système mis en œuvre lors de la guerre du Golfe de 1991. Dix ans plus tard, l'apparition de la chaîne télévisée du Qatar Al-Jazira («L'île») vient tout bouleverser, malgré les pressions de Colin Powell sur l'émir du Qatar.

Comme leur ministre, les Américains se méfient d'un média à fort impact, qui ne vient pas de chez eux ou de leur zone culturelle. Al-Jazira, la seule télévision arabe à avoir ouvert un bureau à Jérusalem, dépend financièrement de l'émir Hamad ibn Khalifa Al-Thani. C'est avant tout une entreprise commerciale qui joue la modernité et les cordes sensibles. Elle lance aussi des ru-

meurs comme, par exemple, celle qui a prétendu qu'aucune victime n'était à dénombrer parmi les quelque 400 employés israéliens qui travaillaient au *World Trade Center*. Ils auraient été prévenus de ne pas se rendre au travail, le jour en question. Al-Jazira filme les talibans sous un angle avantageux et cache leur sauvagerie. Dans le domaine de la manipulation, CNN ne fait pas moins bien...

Les difficultés des services de renseignement

En août 2001, Paris allumait un voyant rouge après que ses services aient identifié un Franco-algérien qui voyageait pour l'Amérique en possession de plusieurs passeports, d'ouvrages sur les *Boeing* et d'un manuel de vol dans l'espace américain. D'autres avertissements avaient retenti depuis le début de l'année. La menace pouvait sembler claire! Pourtant, les services de renseignements américains n'ont pas pu éviter les drames du 11 septembre, malgré leurs 100000 collaborateurs et un budget de 30 milliards de dollars, sur un total de 329 milliards pour l'ensemble de la Défense.

Plus on a de moyens, plus on recueille d'informations et plus il faut les trier. Les collaborateurs des services américains sont en général extrêmement «pointus». Le problème, c'est que, pour gravir les échelons de la hiérarchie, il ne faut jamais se démarquer de la pensée officielle. La concurrence des services de renseignement, très



Tribune de Genève, mercredi 14 novembre 2001.

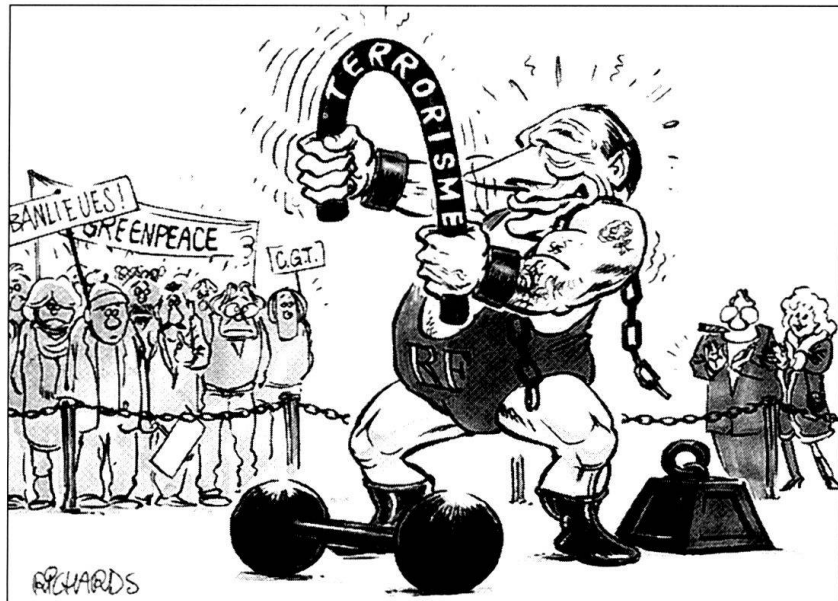
nombreux aux Etats-Unis, engendrent aussi quantité de dysfonctionnements. Echecs et bévues s'expliquent encore par l'ignorance de l'histoire et des autres cultures, la croyance que les valeurs américaines sont universelles. Selon Adda Bozeman, chercheuse américaine spécialiste du renseignement,

- Les agents n'apprennent pas suffisamment les langues étrangères
- Ils sont culturellement limités
- Ils passent trop de temps à l'espionnage industriel et aux intrigues politiques (affaire Monica Lewinsky)
- Ils n'arrivent pas à s'adapter à des adversaires insaisissables qui fixent les règles du jeu
- Le terrorisme a toujours une longueur d'avance
- La ligne de front reste floue et l'ennemi invisible.

Coûts financiers astronomiques pour l'économie mondiale

La préparation des attentats du 11 septembre, qui ont causé des dizaines de milliards de dollars de dégâts à l'économie américaine, n'aurait coûté que 200000 dollars aux terroristes, selon le *New York Times*, cette somme incluant le coût des stages de pilotage pour certains des 19 pirates de l'air, de même que leur logement, leurs voitures et le paiement d'éventuels complices. Les coûts réels pour la communauté internationale demeurent incalculables. Les conséquences suivantes sont déjà visibles:

- Faillite d'entreprises



Jacques Chirac joue les gros bras en politique, par Richards.

- Perte de contrats publicitaires
- Augmentation du chômage
- Diminution des recettes fiscales
- Baisse drastique de la consommation des ménages
- Augmentation sensible des déficits budgétaires
- Atteinte sévère du tourisme, première «industrie» mondiale
- Forte augmentation des coûts sécuritaires
- Séminaires et contrats annulés ou reportés
- Forte inflation dans les primes d'assurances des risques liés au terrorisme
- Trafic postal freiné (attaque à l'anthrax)
- Sessions parlementaires et prises de décisions politiques ajournées.

Et notre sécurité?

Sans sombrer dans la paranoïa, nous devons apprendre à

vivre, En Suisse, dans de nouvelles conditions, être plus prudents, plus avisés, mieux préparés. Il ne s'agit pas seulement de lutter contre le terrorisme, mais de se prémunir également contre le crime organisé et les flux migratoires encouragés par la mondialisation et des réseaux mafieux :

- Nous devons nous sentir davantage concernés par l'actualité internationale
- Nous représentons aussi des cibles potentielles, en particulier pour le terrorisme
- Notre économie nationale et l'économie internationale dépendent d'un climat de sécurité
- Cette sécurité a un prix (l'économie privée et les politiques doivent en prendre conscience)
- Aujourd'hui, nous avons encore du temps, demain peut-être pas

Cibles possibles d'opérations terroristes

Parlements et institutions, transports aériens, centrales électriques, centrales nucléaires, bateaux de croisière, transports publics, grandes villes, sites culturels et symboliques, infrastructures militaires, consulats et représentations diplomatiques, personnalités politiques et leurs états-majors, médias, centres de télécommunications, réseaux d'eau potable.

- Coordonnons mieux nos moyens (police, gardes-frontière, armée)
- Simplifions nos structures judiciaires, nos vingt-six codes de procédure pénale
- Sécurisons mieux le transport aérien (la compagnie israélienne El Al est un exemple)
- La recherche du renseignement est prioritaire, il faut nous en donner les moyens
- Les nouvelles technologies (Internet) offrent autant d'opportunités que de risques
- Dans le domaine militaire, l'instruction ABC doit demeurer au centre des priorités
- Les engagements subsidiaires de sécurité de notre armée sont légitimes
- Nos infrastructures névralgiques doivent être mieux protégées
- L'informatisation est là pour nous faciliter, pas pour nous donner plus de travail.

F. M.

La menace terroriste

- Utilisation d'avions d'épandage (attaque chimique ou bactériologique)
- Destruction d'aéronefs au moyen de missiles sol-air (*Stinger*)
- Utilisation d'avions de ligne comme moyens de destruction
- Destruction d'aéronefs au moyen d'avions de combat
- Utilisation de «bombes humaines», de kamikazes
- Trafics d'armes, de drogues, de matières radioactives
- Vols, hold-up, assassinats, séquestrations, demandes de rançon
- Racket, perception d'un «impôt révolutionnaire»
- Détournement de fonds destinés à l'action humanitaire
- Trafic humain
- Opérations boursières (20 à 25% du volume boursier mondial est d'origine criminelle)
- Opérations d'intoxication alimentaire, d'empoisonnement de réseaux d'eau potable
- Criminalité informatique
- Encouragement de la délinquance (enrichissement et recrutement de membres).